



Élections Législatives du 12 mars 1978 1^{re} Circonscription d'I.-&V. Rennes-Nord

Edmond HERVÉ

Maire de RENNES - Conseiller Général

et

Frédéric VÉNIEN

SON SUPPLÉANT



CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Maire de Rennes, je viens au nom du Parti Socialiste vous demander de voter pour nous le 12 mars prochain. Il faut changer le cours des choses. Ceci est à la fois nécessaire et possible.

Les dernières élections municipales notamment illustrent l'audience croissante des socialistes. Qui aurait pu penser, il y a quelques années seulement, que Saint-Malo, Brest, Nantes, Angers et bien évidemment Rennes, auraient eu des maires socialistes ? Et pourtant la population en a ainsi justement décidé. Le député sortant a été lui-même battu.

Le Parti Socialiste, par le sérieux de son programme, la responsabilité de ses membres, la constance de sa démarche unitaire, son souci de justice sans démagogie, suscite chaque jour davantage l'intérêt. Jamais nous n'avions senti tant de sympathie et constaté une telle participation à nos multiples réunions.

La circonscription de Rennes Nord aura, si vous le voulez, un député socialiste. Avec notre suppléant Frédéric VÉNIEN, nous avons choisi de nous adresser à vous en toute responsabilité, mais avec l'enthousiasme qui anime ceux qui ont foi en la justice et l'égalité.

La situation présente ne peut plus durer

Pour une immense majorité de Françaises et de Français, c'est l'insécurité du quotidien et l'incertitude du lendemain. La France n'est plus un pays riche et indépendant. Notre Région vit des jours difficiles.

- De 1973 à 1977, le nombre de demandeurs d'emplois non satisfaits est passé de 343 000 à 1 144 900, soit une augmentation en 4 ans de 233,69 %.
- Un rapport officiel révèle qu'en 1976, 34 % des salariés gagnaient moins de 2 000 F par mois, 56,5 % moins de 2 500 F, 71,5 % moins de 3 000 F.
- M. Barre prévoyait, pour 1977, une augmentation des prix de 6,5 %. Elle sera de 9,5 % malgré la baisse de la T.V.A. Les prix alimentaires ont augmenté de 14 % (le record en 20 ans).
- La Bretagne comptait en 1962 240 000 agriculteurs hommes. Ils ne sont plus que 122 000 en 1975. Combien seront-ils en 1985 ?
- De 1973 à 1976, il y a eu 48 678 faillites et liquidations. Pour les trois premiers trimestres de 1977, le chiffre atteint 10 180.

Notre pays exporte l'inutile et importe l'utile. Le franc a perdu 40 % de sa valeur par rapport au mark. Une société qui ne peut assurer à chacun un travail, un revenu décent, le respect des libertés, compromet son avenir. Ceux qui ont soutenu l'action d'un gouvernement auteur d'un tel bilan, ne doivent pas être reconduits dans leur fonction.

Le changement est nécessaire et possible

Le Parti Socialiste, par sa démarche unitaire, rassemble de plus en plus de citoyennes et de citoyens épris de changement. Il leur propose de vivre mieux, de vivre autrement, de vivre solidairement.

VIVRE MIEUX :

C'est d'abord donner du travail à ceux qui en sont privés, assurer le revenu nécessaire à chacun : création dès 1978, de 390 000 emplois, le SMIC à 2 400 F, augmentation des bas salaires, des allocations familiales de 50 %, indexation d'un livret A de Caisse d'Epargne, suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité, droit à la retraite à 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes, minimum vieillesse porté dans un premier temps à 1 200 F par mois, revalorisation de l'allocation aux handicapés.

VIVRE AUTREMENT :

L'initiative et la responsabilité de tous doit être développée. L'expression de chacun sera favorisée par l'extension de la vie associative, l'intervention des travailleurs dans l'entreprise. Ceci se traduira par la consultation du personnel pour toute mesure concernant l'embauche, le licenciement, les conditions de l'organisation du travail, l'information préalable et la discussion sur les projets économiques et financiers sur les programmes d'investissement et de financement, les plans de l'entreprise, la politique de rémunération, la formation et la promotion du personnel...

En matière agricole, il convient d'assurer à celui qui travaille un revenu garanti. Nous n'acceptons pas que la terre devienne un objet de spéculation. Elle doit rester un instrument de travail. D'où notre volonté de démocratiser et de rendre plus efficace la S.A.F.E.R., de mettre en place un office par grand produit (comme cela se fit en 1936 avec l'office du blé). Nous voulons que le paysan soit libéré des pouvoirs bancaires et industriels.

Le commerce et l'artisanat constituent un véritable service, nécessaire à l'animation de nos quartiers et de nos communes. Nos propositions intéressent l'apprentissage, les facilités d'installation, la fiscalité et la retraite. En tant que Maire de Rennes, nous avons pris position résolument contre l'installation d'une troisième grande surface dans l'agglomération.

VIVRE SOLIDAIREMENT :

C'est à la Nation de déterminer son avenir, et non pas à quelques minorités d'argent. C'est pourquoi nous croyons à la planification démocratique, à la décentralisation effective, à la nationalisation des grands groupes industriels et bancaires. La recherche d'un équilibre ville campagne doit permettre aux communes, dotées de nouveaux moyens financiers, d'avoir une vie active.

Choisir un Député responsable

Un député doit être à la hauteur de la charge qu'on lui remet. En tant que maire de Rennes, avec toute notre équipe municipale, nous apportons chaque jour la preuve de notre esprit démocratique et de notre gestion rigoureuse. Nous avons constamment le souci de rechercher l'accord des personnes concernées (Assises du Commerce et de l'Artisanat, Conférence des acteurs économiques, Commissions extra-municipales, Office Social et Culturel...). La politique ambitieuse des transports en commun, la reconquête du centre-ville, la prise en charge du cadre de vie, l'animation, la croissance de l'Aide Sociale, l'aide apportée par la ville à l'amélioration du parc municipal H.L.M., notre soutien aux travailleurs en difficulté (ex Papeteries de Bretagne), l'intérêt porté aux activités économiques, témoignent de la justesse de nos choix et de la confiance de nos concitoyens.

Le budget de la Ville de Rennes a été adopté à l'unanimité. Une augmentation modérée du produit fiscal (15,5 %), une limitation du recours à l'emprunt, l'augmentation de l'auto-financement, caractérisent ce budget cohérent.

Conseiller général, nous avons constamment entretenu des relations de courtoise efficacité avec l'ensemble des élus de notre canton, nous efforçant de servir la population et l'intérêt du département.

La France a besoin d'Avenir, nous devons changer le cours des événements votons dès le 12 mars pour un Socialiste

VOTONS POUR

Edmond HERVÉ

Maire de Rennes, Conseiller Général

Vu, le Candidat : Edmond HERVÉ.

Le Suppléant : Frédéric VÉNIEN.